



**DGST/AR-2026-42  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT - 4 RUE ÉDOUARD BRANLY - DU 2 FÉVRIER AU 2 MARS 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>er</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **FGC - 72 rue de Longjumeau à 91160 BALLAINVILLIERS** doit réaliser des travaux concernant un changement de cadre et de dalle d'une chambre télécom sur trottoir au 4 rue Édouard Branly ;

**Considérant** qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et d'assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R Ê T E**

**Article 1** : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public durant la période de 2 février au 2 mars 2026 pour des travaux concernant un changement de cadre et de dalle d'une chambre télécom sur trottoir au 4 rue Édouard Branly. À charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : L'entreprise devra faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5** : La vitesse sera réduite à 30 km/h au droit des chantiers.

**Article 6** : Une déviation piétonne devra être mise en place par l'entreprise.

**Article 7** : La zone de travail devra être sécurisée avec des barrières de type ville de Paris.

**Article 8** : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.

**Article 9** : L'entreprise procédera aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

**Article 10** : Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.

**Article 11 :** L'entreprise procèdera à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la SQY et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

**Article 12 :** Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 13 :** Les activités de chantier sont **autorisées entre 8 h 30 et 17 heures du lundi au vendredi sauf les jours fériés.**

**Article 14 :** Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 15 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

**Article 16 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 17 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Élancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

**Fait à Trappes,**

**28 JAN. 2026**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes

